

Décision n° 2018-11

autorisant un survol à moins de 1000 m du sol dans le cœur du parc national,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour ainsi que les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur AURIC Michel pour le compte d'EDF – direction production ingénierie hydraulique en date du 11 janvier 2018, et les éléments modifications présentés en date du 12 janvier 2018,

Considérant que les activités hydroélectriques existantes à la date de publication du décret n°2009-486 sont autorisées et que la demande d'autorisation de survol est liée aux manœuvres d'exploitation des ouvrages existants sur les lacs de la Gordolasque et de la Roya,

Considérant qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes, sont particulièrement sensibles à tout dérangement en période d'hivernage, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

Considérant en outre qu'en raison de l'assec du Lac de la Fous et des contraintes liées au fonctionnement de la conduite forcée, EDF déclare être dans l'obligation de réaliser deux journées consécutives d'hélicoptage en Gordolasque, sans possibilité de diminuer le dérangement occasionné,

Décide :

Article 1er :

La société Hélicoptère de France, localement représentée par Monsieur RINGOT Benoît et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 m du sol ayant pour objet l'acheminement des agents d'EDF sur les ouvrages hydroélectriques des lacs de la Gordolasque et de la Roya, situés en zone cœur du parc national du Mercantour.

Article 2 :

Jours de survol autorisés : mercredi 17 et jeudi 18 janvier 2018

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef de S.T par intérim - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef de S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr) et son adjoint CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol :

- lieux de dépose : ouvrages hydroélectriques des lacs Agnel, Vert, Long (Merveilles), Long (Gordolasque) et Fous

- nombre de rotations : 2 rotations le 17 janvier 2018, 1 rotation le 18 janvier 2018

- plan de vol : cf. plans de vol annexés.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de parc national.

Trajectoires de vol strictement réalisées conformément aux plans annexés à la présente. L'appareil devra rester dans l'axe des vallées, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote : RINGOT Benoît

type d'appareil : hélicoptère Ecureuil type B3

n° de l'appareil : F-GTIE

nom de la compagnie : Hélicoptère de France

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

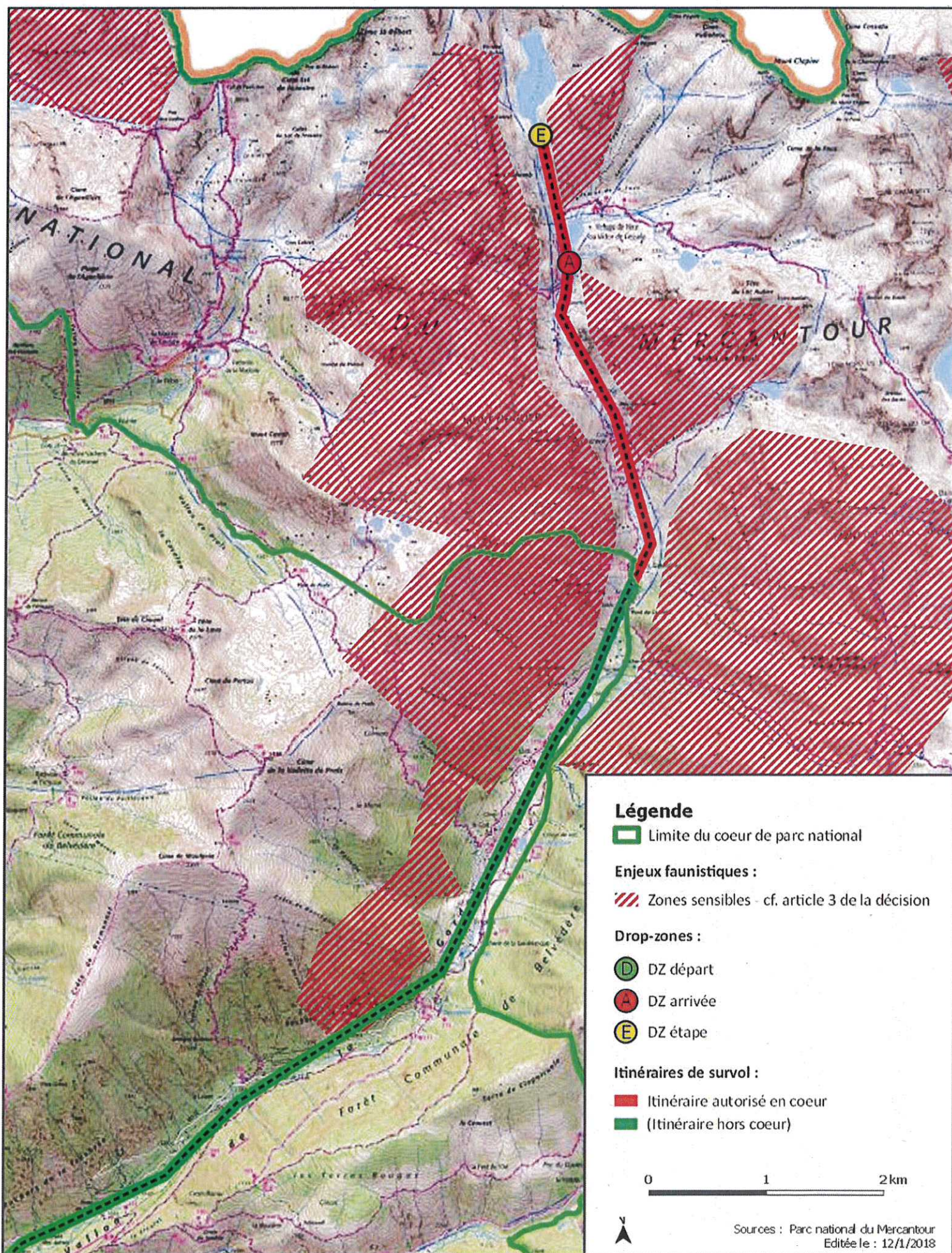
Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 15 janvier 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER



ANNEXE - DECISION N° 2018_M PLAN DE VOL CASTERINO -> LACS DE LA ROYA

